

d'égal au monde. Les exportations américaines au Canada équivalent à la totalité de leurs échanges avec la Communauté économique européenne (CEE) et sont deux fois et demie supérieures à leurs exportations au Japon. Nos ventes aux Etats-Unis sont sans commune mesure avec nos exportations ailleurs dans le monde. A titre d'exemple, les ventes canadiennes d'automobiles sont à elles seules une fois et demie plus considérables que l'ensemble de nos ventes à la CEE.

Les statistiques seules ne donnent qu'une image partielle de la réalité. En raison de l'écheveau de liens économiques, une amélioration de l'économie canadienne avantage les Etats-Unis beaucoup plus que ne pourrait le faire une reprise comparable ailleurs; l'inverse est encore plus vrai. Notre collaboration dans la lutte contre les grands problèmes économiques du jour n'est pas une question de choix mais de nécessité. Aucun de nos deux pays ne peut vraiment être sain économiquement sans l'autre. Ni l'un ni l'autre ne peut rester longtemps insensible aux préoccupations légitimes du voisin.

J'ai parlé de certains grands succès de notre collaboration au cours de l'année, mais pour être objectif il me faut signaler certains des problèmes en suspens, notamment le trafic des pétroliers au large de la côte du Pacifique, notre relative divergence de vues sur le régime applicable à l'exploitation minière des fonds marins, le litige irritant et éventuellement très grave de l'application extra-territoriale des lois américaines au Canada et aux citoyens canadiens et les retombées néfastes de la taxe américaine sur les congrès qui frappe une industrie touristique canadienne accusant déjà un déficit annuel de près d'un milliard de dollars dans ses échanges avec les Etats-Unis.

Vous connaissez sans doute très bien le pacte de l'automobile et je ne crois pas que beaucoup de personnes, d'un côté comme de l'autre de la frontière, recommanderaient sérieusement sa résiliation. Il n'en comporte pas moins toujours des lacunes. Ainsi, en 1976, le Canada a essuyé un déficit de 2½ milliards de dollars au chapitre des pièces, compensé en partie seulement par un surplus de 1½ milliard au chapitre des automobiles assemblées. L'agriculture canadienne éprouve des difficultés à l'occasion, souvent dans le secteur des barrières non tarifaires.

Evidemment, les griefs ne sont pas tous du même côté; le litige entourant les stations de télévision frontalières constitue un exemple que vous connaissez bien dans cette région. On se plaint parfois, du côté américain, de l'application de notre Loi sur l'examen de l'investissement étranger et des mesures prises par certaines de nos provinces et par le gouvernement dans le secteur des ressources.

Dans presque tous les cas, des négociations sont en cours et je puis vous dire que les progrès sont généralisés. C'est là une autre preuve de l'état sain des relations canado-américaines, car, dans le climat économique troublé que nous connaissons, les pays ont habituellement recours instinctivement à l'isolationnisme, au protectionnisme et à l'affrontement.